

# Le coronavirus en Haïti et en République Dominicaine

Alain Gilles

**Résumé :** On a souligné la différence entre Haïti et la République dominicaine (RD) quant au nombre de cas confirmés de personnes contaminées par le coronavirus. En fait, la RD se distingue de tous les pays de la Caraïbe. Si une plus grande capacité de dépistage ne peut être retenue pour expliquer l'exception dominicaine, le modèle de croissance axé sur le tourisme fournit une piste que nous explorons ici. Cela restera toutefois insuffisant, au regard de Cuba, qui accueille de l'Espagne et de l'Italie presque autant de touristes que la RD. Il faut alors introduire dans l'équation le tourisme communautaire, propre à la RD, qui amène ses touristes à développer des relations plus étroites avec la population dominicaine. Nous rappelons finalement la faible capacité de l'État en Haïti et le faible capital social de cette société pour comprendre le taux de variation et le taux de létalité élevés observés dans ce pays.

**Rezime :** Diferans ant Ayiti ak Repiblik Dominikèn (RD) te make nan kantite ka konfime moun ki enfekte avèk kowonaviris la. An reyalitye, RD diferan tout peyi nan Karayib la. Si pi gwo kapasite itilizasyon tès depistaj pa ka eksplike eksepsyon dominiken lan, modèl kwasans touris la ka yon pis nou ka eksplòre. Sepandan, sa ta toujou ensifizan si nou konpare avèk Kiba, Espay ak Itali ki resevwa prèske otan touris ke RD. Nou ta dwe konsidere touris kominotè a, espesifik nan RD, kote touris yo devlope relasyon pi pròch avèk popilasyon dominikèn lan. Finalman, fòk nou raple nou ròl fèb kapasite Leta an Ayiti avèk fèb kapital sosyal sosyete sa a pou nou konprann gwo vitès nan chanjman ak pousantaj moun ki mouri nou obsève nan peyi sa a.



## 1. UN CAS POUR LA GÉOGRAPHIE DE L'ÉPIDÉMIE

La géographie de la Covid-19 n'a pas manqué de souligner la différence entre Haïti et la République dominicaine, quant au nombre de cas de personnes infectées, tel que ce nombre est révélé par différentes sources, dont le *John Hopkins University Coronavirus Resource Center*. Hannah BEECH et ses collaborateurs du *New York Times*, sous le titre suggestif «Why Does the Virus Wallop Some Places and Spare Others», constatent que «*The Dominican Republic has reported nearly 7600 cases of the virus. Just across the border, Haiti has recorded about 85*<sup>1</sup>». Olivier Tallès, sous le titre *Coronavirus : l'intrigante géographie de la contagion*, cherchant les causes possibles de la répartition géographique du virus, écrit que «*la carte de la pandémie de Covid-19 démontre des variations considérables selon les pays et les régions. Les stratégies locales, la jeunesse et la densité de population, les comportements individuels ou simplement le hasard ont pu modifier la vitesse de la contagion*<sup>2</sup>». Des chercheurs ont aussi pu souligner l'effet différentiel de la température et de l'humidité. Vœu pieux, disent d'autres. Francis Fukuyama a pour sa part affirmé que la différence entre les pays dans la capacité de l'État à faire face à la pandémie, et surtout la confiance dans le gouvernement, est le déterminant crucial [1].

En fait, la République dominicaine, comme le met en évidence le tableau 1, se démarque de tous les autres pays de la région de la Caraïbe. Au 12 mai, le nombre de cas confirmés dans ce pays représentait plus de 6 fois celui enregistré pour Cuba, le pays en deuxième position dans la région, 21,5 fois celui de la Jamaïque, en troisième position, et près de 50 fois le nombre de cas enregistrés pour Haïti. À l'exception d'Haïti, pour la période du 2 au 12 mai, la République dominicaine affichait aussi un taux de variation nettement supérieur à celui des autres pays de la région : 43,84 % pour la République dominicaine, suivie par la Jamaïque : 17,36 %. Le taux de variation pour Haïti, pour la même période, est de 157,65 % : en moins de deux semaines le nombre de cas confirmés a plus que doublé. De même, le taux de létalité calculé avec les données du 12 mai met en relief un aspect préoccupant pour la République de l'Ouest. Ici, comme le suggère Fukuyama, il faut faire intervenir les capacités institutionnelles quant aux mesures préventives et à la prise en charge de ceux frappés par la maladie. Le rapprochement avec Haïti s'explique moins par des facteurs liés à l'environnement naturel, qui sont fondamentalement les mêmes pour l'ensemble de la région, que par des facteurs historiques qui lient ces deux pays. Logiquement, les éléments d'explication de la différence entre Haïti et la République dominicaine devraient aussi dans une certaine mesure se révéler pertinents pour expliquer le fait que ce dernier pays se distingue de tous les autres. Il demeure cependant la question de la frontière. Il faut bien se demander si les mouvements de population entre les deux pays n'ont pas contribué à la propagation

1. Hannah BEECH et al. (2020, 3 mai), «The Covid-19 Riddle: Why Does the Virus Wallop Some Places and Spare Others», *The New York Times*.

2. Olivier TALLÈS (2020, 5 mai). «Coronavirus : l'intrigante géographie de la contagion», *La Croix numérique*.

**Tableau 1** Taux de létalité et taux de variation Cas confirmés de Coronavirus dans la Caraïbe

PAYS	CAS CONFIRMÉS	TAUX DE LÉTALITÉ	CAS CONFIRMÉS					TAUX DE VARIATION
			au 12 mai	au 10 mai	au 8 mai	au 6 mai	au 4 mai	
République dominicaine	10 900	3,69	10 347	9 376	8 807	8 235	7 578	43,84
Cuba	1 804	4,32	1 766	1 741	1 703	1 668	1 611	11,98
Jamaïque	507	1,78	502	488	473	471	432	17,36
Trinité et Tobago	116	6,90	115	116	116	116	116	0,00
Barbade	85	8,24	84	83	82	82	81	4,94
Bahamas	93	11,83	92	92	92	83	83	12,04
Haïti	219	8,22	152	146	101	100	85	157,65
Antigua-et-Barbuda	25	12,00	25	25	25	25	25	0,00
Grenade	21	0,00	21	21	21	21	21	0,00
Sainte-Lucie	18	0,00	18	18	18	18	17	5,88
Dominique	16	0,00	16	16	16	16	16	0,00
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	17	0,00	17	17	17	17	16	6,25

Source : John Hopkins University, Coronavirus Resource Center. Taux de létalité et taux de variation : calculs de l'auteur.

du coronavirus, et comment ces mouvements se révèlent dans la distribution des cas en Haïti.

## 2. LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT : UN FACTEUR PARMIS D'AUTRES

Il est établi que le coronavirus se propage par transmission humaine. Les premiers cas identifiés en Europe ont tous été retracés en Chine. De même, les premiers cas identifiés en Haïti ont été liés à des sources étrangères. Le *Paris-Match* du 14 avril 2020 décrit de cette façon le «drame de l'Équateur» :

*Le port de Guayaquil, sur la côte Pacifique (sud-ouest), est apparu dès le début comme un point particulièrement vulnérable : c'est là que le premier cas équatorien a été détecté, une vieille dame revenue d'Espagne. En Espagne et en Italie, pays très touchés par la pandémie, vivent un demi-million d'Équatoriens, beaucoup ayant migré lors de la crise financière des années 1990. Le flux des échanges entre Guayaquil, l'Europe et aussi les États-Unis,*

*est intense, surtout en février et mars, période de vacances scolaires<sup>3</sup>.*

Il est curieux que l'on ait plus cherché à évaluer l'effet éventuel du coronavirus sur le tourisme qu'à étudier l'effet du tourisme sur la propagation du virus, et d'une manière plus générale, qu'à cerner comment les modèles de développement adoptés dans certains pays ont pu contribuer à augmenter le risque de propagation de la maladie. Nous pensons qu'un modèle de développement axé fondamentalement sur le tourisme est une variable dans l'équation de la propagation du virus et que, compte tenu de l'origine des visiteurs, cela a pu agir comme facteur aggravant.

Si le tourisme est étudié comme un *resource curse* [2, 3], on se penche plutôt sur ses effets possibles sur l'environnement, le renforcement des inégalités sociales ou la délinquance sexuelle, et sur ses relations avec les infections transmises sexuellement. Il n'est généralement pas étudié comme variable indépendante dans ses relations avec la propagation des épidémies. Fernand Braudel

3. La Rédaction, «Coronavirus : le drame en Équateur, débordé par les morts», *Paris Match*, 14 avril 2020.

(1979) a souligné le rôle des «réseaux de communication» dans la transformation des épidémies en pandémie [4]. La colonisation du continent baptisé «Amérique» illustre les conséquences des contacts des groupes humains. Gérard Fabre nous le rappelle avec force :

*Le cas du continent américain présente un intérêt particulier en ce qu'il révèle combien les structures sociales peuvent être malmenées à l'épreuve des secousses épidémiques les plus violentes. Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, au contact des Européens, les peuples amérindiens furent décimés par des maladies nouvelles pour eux. Ils n'étaient pas immunisés contre la variole, la grippe, le typhus, les maladies infantiles comme la rougeole et la scarlatine. Ils ne connaissaient pas non plus le choléra, qui fut introduit plus tardivement, en 1833, lors de la pandémie<sup>4</sup>.*

L'intégration dans l'économie mondiale par le tourisme que facilitent énormément les nouvelles technologies de communication devrait être étudiée sous l'angle de ses effets sur la propagation des maladies. C'est à notre avis dans cette perspective que l'on peut chercher à comprendre l'exception que représente la République dominicaine dans la région. Nous écartons d'emblée l'hypothèse d'une plus forte capacité de dépistage de la République dominicaine par rapport à tous les pays de la région.<sup>5</sup>

### 3. LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : UN BOND EN AVANT AXÉ SUR LE TOURISME

Yolanda Léon, de l'Université INTEC en République dominicaine, fait remarquer ce qui suit :

*La République dominicaine est un cas exceptionnel de pays en développement connaissant un développement touristique international rapide, en particulier sur les plages. En 1975, Symansky et Burley ont écrit :*

*«La République dominicaine, bien que tropicale et attrayante dans ses offres d'agrément et pratiquement la première dans les précédents historiques de l'hémisphère occidentale, est un exemple exceptionnel d'un pays qui a peu bénéficié du tourisme. Parmi les pays des Caraïbes, son tourisme est dans une phase de développement qui est effrayable en nombre de touristes visitant chaque année le pays et en infrastructures touristiques disponibles.»*

*Cependant, continue Yolanda Léon, cette situation a radicalement changé au cours des deux dernières décennies, alors que le tourisme est devenu l'une des plus grandes industries de la RD. Avec une croissance moyenne de 9 % du volume de visiteurs étrangers depuis 1993, atteignant 2,8 millions en 2002, et une expansion agressive de la capacité hôtelière, atteignant actuellement 55 000 chambres, la République dominicaine est actuellement considérée comme l'une des principales destinations*

*touristiques des Caraïbes. La République dominicaine figure désormais parmi les 20 premiers pays en développement en termes d'arrivées de visiteurs, de recettes touristiques et de pourcentage de contribution au produit intérieur brut<sup>6</sup>.*

De son côté, Emma Fawcett (2016) fait la remarque suivante :

*Aujourd'hui, la République dominicaine accueille plus de cinq millions de touristes par an – plus que tout autre pays des Caraïbes – et abrite 25 % des chambres d'hôtel de la région. Le secteur a connu une croissance régulière au cours des quatre dernières décennies. Entre 1970 et 2000, les arrivées de séjours ont augmenté de plus de 12 % par an. Le tourisme représente 15,3 % du PIB de la République dominicaine (4,7 % de contribution directe) et 14 % de son emploi (4,2 % des emplois directs)<sup>7</sup>.*

Pour sa part, Marc Jordan, de l'exécutif de la Global Foundation for Democracy and Development de l'ex-président Leonel Fernandez, confirme :

*La République dominicaine a longtemps été considérée principalement comme un exportateur de sucre, de café et de tabac, mais au cours des dernières décennies, le secteur des services a dépassé l'agriculture en tant que principal employeur de l'économie, en partie en raison de la croissance de l'industrie du tourisme<sup>8</sup>.*

Il existe donc un consensus sur la part du tourisme dans la croissance économique que connaît la République dominicaine et qui fait qu'il est devenu de bon ton de comparer Haïti avec la RD, pour mettre en relief la pauvreté de la première et le succès économique de la seconde. Comme l'indique le tableau 2 sur l'indice du développement humain des Nations Unies, Haïti est le seul pays de la région à montrer un score «faible». L'index de globalisation de la République dominicaine est le plus élevé de la région. Il ne fait pas de doute que le grand nombre de ses touristes y joue un rôle de premier plan.

### 4. ORIGINE DES TOURISTES ET TOURISME COMMUNAUTAIRE

Par rapport à la question abordée dans cet article, il faut souligner deux autres aspects du tourisme dominicain qui puissent soutenir la thèse de son rôle dans l'importance relative des cas de coronavirus observés dans ce pays : il s'agit de l'origine de ses touristes et du caractère communautaire de son tourisme.

En 2018, comme le montre le tableau 3, la République dominicaine a reçu 3 859 touristes de la Chine, 159 210 de l'Espagne et 76 434 de l'Italie. On sait que le virus est arrivé de la Chine, mais l'Italie et l'Espagne sont vite devenues les pays d'Europe où le plus grand nombre de cas confirmés a été observé, avec respectivement 228 030 et 221 216 cas confirmés au 12 mai selon la *John Hopkins University* ; une deuxième position après les États-Unis pour l'Espagne, et une quatrième position après le Royaume-Uni pour

4. Gérard FABRE (1998). *Épidémies et contagions. L'imaginaire du mal en Occident*, Presses universitaires de France.

5. Dans une correspondance, le Dr Daniel Henrys, médecin, a soulevé la question de savoir «si les deux pays, Haïti et la République dominicaine, sont infectés par la même souche du virus. S'il s'agit de souches différentes, continue-t-il de façon rhétorique, auraient-elles des caractéristiques différentes dans leur contagiosité et leur virulence?» Nous aurions de toute façon du mal à expliquer la différence entre la RD et Cuba, qui reçoivent la grande majorité de leurs touristes des mêmes pays.

6. Yolanda M. LEON (2007, février). «The Impact of Tourism on Rural Livelihoods in the Dominican Republic's Coastal Areas», *Journal of Development Studies*.

7. Emma FAWCETT (2016). *Challenges for Sustainable Growth Through Tourism in the Dominican Republic*, Global Foundation for Democracy and Development (GFDD).

8. Marc JOURDAN (2016). «Preface», dans Emma Fawcett, *op. cit.*

**Tableau 2** Performance économique des pays de la Caraïbe, index de globalisation et nombre de touristes

PAYS	INDEX DE GLOBALISATION 2017	INDICE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2018	RANG SUR L'INDICE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN	NOMBRE DE TOURISTES EN 2018
République dominicaine	67,00	0,745	Élevé	6 568 888
Cuba	62,55	0,778	Élevé	4 711 910
Jamaïque	66,97	0,726	Élevé	2 472 727
Trinité et Tobago	65,70	0,799	Élevé	375 485
Barbade	62,51	0,813	Très élevé	680 269
Bahamas	55,61	0,805	Très élevé	1 633 445
Haïti	46,31	0,503	Faible	447 481
Antigua-et- Barbuda	60,50	0,776	Élevé	268 949
Grenade	55,54	0,763	Élevé	160 976
Sainte-Lucie	57,91	0,755	Élevé	394 780
Dominique	56,95	0,724	Élevé	62 875
Saint-Vincent-et- les-Grenadines	53,37	0,728	Élevé	80 080

Sources : PNUD, *Rapport sur le développement humain 2019* ; World Tourism Organization (2019), *Yearbook of Tourism Statistics* ; Swiss Economic Institute, *The KOF Globalization Index*.

**Tableau 3** Origine des touristes dans la Caraïbe

PAYS	Origine chinoise, espagnole et italienne des touristes en 2018		
	CHINE	ESPAGNE	ITALIE
République dominicaine	3 839	159 210	76 434
Cuba	49 781	136 613	208 287
Jamaïque	3 431	6 722	13 721
Trinité et Tobago	2 373	1 329	1 311
Barbades	1 585	1 323	3 382
Bahamas	3 502	4 286	13 574
Haïti	-	-	-
Antigua-et-Barbuda	869	704	6 832
Grenade	621	309	738
Sainte-Lucie	-	449	739
Dominique	755	222	127
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	-	-	-

Source : <https://www.e-unwto.org/toc/unwto/totfb/current>

l'Italie. Cuba est le seul pays de la région à accueillir un nombre aussi important de touristes de ces trois pays. Soulignons qu'aucun touriste de ces trois pays n'a visité Haïti en 2018. Pour expliquer la différence entre la République dominicaine et Cuba quant aux effets possibles du tourisme sur la propagation du virus, il faudrait tenir compte des relations entre les touristes et la population dans les deux sociétés.

Il faut souligner que généralement, le tourisme contribue très peu à améliorer les conditions de vie dans des pays où il représente pourtant un apport considérable à la croissance de leur économie. Pour remédier à cette situation, on a développé le concept de tourisme communautaire [5, 6, 7, 8]. Le tourisme communautaire peut se définir par une plus grande implication de la population locale dans la planification et la gestion du projet touristique et aussi par une plus grande immersion du touriste dans la vie des communautés. Il peut prendre des formes diverses. En fait, il peut exister un tourisme communautaire informel, qui permet aux résidents locaux d'accueillir dans leur résidence des visiteurs étrangers. Joseph J. Lévy et Louis-Robert Frigault (2003) ont fait remarquer que «*les touristes peuvent aller jusqu'à s'installer pour un certain temps dans le pays de destination, comme c'est le cas en République dominicaine ou, organisés en communautés, ils s'appuient sur des valeurs "suprématistes" – supériorité de l'homme occidental, subordination des femmes et rejet des normes et des lois touchant la sexualité<sup>9</sup>*». On peut comprendre les conséquences de telles pratiques pour la transmission de maladies auxquelles la population hôte serait peu résistante. Il paraît logique de formuler l'hypothèse que le régime politique à Cuba pourrait, au moins dans les premières années qui ont suivi la révolution, de façon explicite limiter de telles pratiques. Les normes mises alors en place auront continué à orienter les comportements, malgré un possible relâchement.[9]. Une plus forte présence des touristes dans la vie des communautés en République dominicaine pourrait ainsi contribuer à la grande différence observée entre les deux pays, malgré une forte présence de touristes dans les deux pays.

## 5. LES EXCEPTIONS HAÏTIENNES : UN TAUX DE VARIATION ET UN TAUX DE LÉTALITÉ ÉLEVÉS

Si Haïti se caractérise, jusqu'au 12 mai, par un nombre de cas relativement faible, le taux de variation et le taux de létalité élevés ne laissent pas de doute sur l'évolution de la maladie dans le pays et sur la qualité de la prise en charge. À ces deux constats, trois éléments d'explication : un État formel défaillant, ne jouissant d'aucune légitimité dans la population, une société à capital social très faible et des élites déficientes.

Ce n'est certainement pas le lieu de développer ces trois points. Le tableau 4 montre le score élevé du pays sur l'index des États faillis : le plus élevé de la région. Nous pouvons aussi rappeler quelques références, dont Stephen Baranyi, qui déjà soulignait en 2012 :

9. Joseph J. LÉVY et Louis-Robert Frigault (2003). «Le tourisme sexuel: enjeux éthiques», *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociale et gouvernementale*, vol. 5, n° 2.

**Tableau 4** Les pays de la Caraïbe sur l'Index des États faillis

PAYS	INDEX DES ÉTATS FAILLIS (FAILED STATE INDEX)
République dominicaine	66,2
Cuba	60,8
Jamaïque	61,2
Trinité et Tobago	53,0
Barbade	48,0
Bahamas	48,0
Haïti	99,3
Antigua-et-Barbuda	54,4
Grenade	57,6
Sainte-Lucie	n.d.*
Dominique	n.d.
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	n.d.

Source : Fragile States Index. Annual Report 2019, *Fund For Peace*, 2019.

\* n.d. : Non disponible.

[...] il n'est pas surprenant qu'Haïti ait été classé au cinquième rang des États les plus faibles du monde selon l'indice des États faillis (FSI) en 2011, juste entre la République démocratique du Congo et le Zimbabwe (Fund for Peace, 2012). Cette année-là, c'était le seul pays d'Amérique latine et des Caraïbes à être placé dans la catégorie «alerte» du Fonds, bien au-dessus des États comme la Colombie (44<sup>e</sup>), la Bolivie (59<sup>e</sup>) et le Nicaragua (66<sup>e</sup>) qui n'étaient placés que dans la catégorie «avertissement», et bien loin des États comme le Costa Rica (137<sup>e</sup>), l'Argentine (145<sup>e</sup>) et le Chili (153<sup>e</sup>), dont la puissance de l'État était classée au niveau des pays d'Europe orientale et méridionale<sup>10</sup>.

Dans une étude réalisée dans la région sud du pays, nous (Alain Gilles, 2012a) avons relevé que :

Plus de 70,0 % des répondants placent seulement «un peu» (41,6 %) ou «pas du tout» (30,3 %) de confiance dans les gens de leur entourage. La même configuration des données s'observe quand nous demandons aux répondants si les gens du quartier se font confiance entre eux ou si eux-mêmes font «confiance dans la société».

Plus de 70 % des répondants indiquent qu'ils font confiance seulement «un peu» (23,2 %) ou «pas du tout» (49,6 %) à l'État. Il s'agit d'une donnée qui réfère à la légitimité de l'État, de ses interventions et qu'on ne pourra assez souligner.

10. Stephen BARANYI (2012). «Contested Statehood and State-Building in Haiti», *Revista de Ciencia Política*, vol. 32, n° 3.

Malgré l'importance des ONG (Organisations non gouvernementales) dans le pays, et la diversité des secteurs dans lesquels elles interviennent (éducation, santé, alimentation, famille...), elles ne paraissent pas pour autant mériter la confiance de la population, si nous nous en tenons aux données de cette étude. La plupart des répondants (60,5 %) disent qu'ils ne font « pas du tout » confiance aux ONG et 26,7 % disent qu'ils font confiance seulement « un peu » à ces institutions. Il n'y a que 12,8 % des répondants à avoir souligné qu'ils placent « beaucoup » de confiance dans les ONG<sup>11</sup>.

Au demeurant, l'État en Haïti n'a pas la capacité de contrôler ses frontières, une fonction régalienne de tout État moderne. Il s'agit essentiellement d'un État postcolonial qui se réduit à l'administration des conditions de reproduction des rentes agricoles, ou plus récemment, celles résultant de l'aide internationale et des transferts de revenu (voir Alan Gilles, 2012b). L'Ordonnance de 1825 pour la « reconnaissance de l'Indépendance » aura formellement introduit le pays dans un nouveau pacte colonial définissant les structures dans lesquelles fonctionnent les élites et les relations entre ces dernières et les masses du « pays en dehors », des régions rurales ou des périphéries urbaines. Il ne faut pas exclure que les communautés les plus touchées par le virus soient directement ou indirectement en contact avec la frontière ou des gens qui traversent la frontière.

11. Alain GILLES (2012a). « Lien social, conflit et violence en Haïti », PRIO (Peace Research Institute Oslo) Paper.

Nous avons voulu ici apporter une contribution à la compréhension de la spécificité dominicaine, non seulement par rapport à Haïti, mais aussi par rapport aux autres pays de la Caraïbe, et aussi souligner la grande faiblesse tant des institutions étatiques que de la société haïtienne face à la pandémie. Moins que le tourisme tout court, une forme particulière du tourisme communautaire pourrait aider à expliquer l'exception de la République dominicaine. ■

## BIBLIOGRAPHIE

1. FUKUYAMA, Francis (2020, 30 mars). « The Thing That Determines a Country's Resistance to the Coronavirus », *The Atlantic*.
2. GHALIA, Thaana et Jan Fidrmuc (2015, décembre). « The Curse of Tourism », *Journal of Hospitality & Tourism Research*.
3. VANSINTJAN, Geert (2018, 19 octobre). « The Tourism Curse », *Foreign Policy*.
4. BRAUDEL, Fernand (1979). *The Structures of Everyday Life. Civilization & Capitalism 15th-18th Century* (Volume 1), Harper & Row.
5. BLACKSTOCK, Kirsty (2005). « A Critical Look at Community Based Tourism », *Community Development Journal*, vol. 40, n° 1.
6. OKAZAKI, Etsuko (2008). « A Community-Based Tourism Model: Its Conception and Use », *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 16, n° 5.
7. GOODWIN, Harold et Rosa SANTILLI (2009). « Community-Based Tourism: A Success? », *ICRT Occasional Paper*, n° 11.
8. ASHLEY, Caroline et al. (2005). *Making Tourism Count for the Local Economy in Dominican Republic: Ideas for Good Practice*, Pro Poor Tourism Partnership and Travel Foundation.
9. GAY-SYLVESTRE, Dominique (2012). « Prostitution à Cuba (1959-2011) », *Dire*, n° 3.
10. GILLES, Alain (2012b), « La raison rentière », *Rencontre. Revue haïtienne de société et de culture*, n° 24-25.

**Alain Gilles, Ph.D.**, est diplômé des universités de Stanford et Columbia aux États-Unis. Il a enseigné au Canada et a été consultant auprès de Peace Research Institute Oslo (PRIO) et des organisations internationales dont la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de Développement. Il enseigne présentement aux Universités d'État d'Haïti et Quisqueya.

Il a publié: *Éléments de méthodologie et d'analyse statistique pour les sciences sociales*, McGraw-Hill, 1994; « Lien social, conflit et violence en Haïti », PRIO PAPER, 2012; « Les défis de la reconstruction » dans *Catastrophes et Environnement. Haïti, séisme du 12 janvier 2010*, dans Laënnec Hurbon (sld), Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHES), 2014; « Partis et ordre politique » dans Laënnec Hurbon (sld), *Les partis politiques dans la construction de la démocratie en Haïti*, IDEA, 2014. « Le régime de la Constitution de 1987 et l'instabilité politique en Haïti », *Les Cahiers de la Chaire Louis-Joseph-Janvier*, 2015. [alngls@alumni.stanford.edu](mailto:alngls@alumni.stanford.edu)